



**AMBASSADE
DE FRANCE
EN FINLANDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).

Mardi 29 avril 2025

Gouvernement.....	2
Matias Marttinen nommé ministre de l'Emploi à partir du 6 mai.....	2
Politique étrangère et de sécurité.....	2
Etude de EVA.....	2
La confiance dans les garanties de sécurité de l'OTAN s'est affaiblie depuis le début du second mandat de Trump.....	2
La confiance des Finlandais dans les garanties de sécurité de l'OTAN a nettement diminué.....	2
Etude NatoPoll.....	3
Editoriaux.....	3
La situation internationale met à l'épreuve la doctrine du Président Stubb et les valeurs finlandaises.....	3
Les Finlandais ont une approche pragmatique sur l'OTAN.....	3
Point de vue.....	4
« Les dirigeants politiques ont-ils désormais la même image de la situation internationale que les citoyens ? ».....	4
Mines antipersonnel.....	5
Critiques virulentes à l'encontre de la Finlande.....	5
Analyse.....	6
Un étrange secret entoure la décision finlandaise de se retirer du Traité d'Ottawa.....	6
Sécurité maritime.....	7
Un navire de la flotte fantôme a engendré un risque d'incident.....	7
Loi sur les frontières.....	7
Tribune.....	8
La loi sur les frontières menace la politique de sécurité de la Finlande.....	8
Social.....	8
Le patronat des communes a dénoncé l'accord salarial du secteur.....	8
Aucun accord n'a été trouvé dans le conflit de travail dans le secteur de l'État.....	8
Finnair met à pied des pilotes.....	9
Retraites.....	9
Les jeunes de moins de 30 ans épargnent plus en vue de leur retraite qu'avant.....	9

Gouvernement

Matias Marttinen nommé ministre de l'Emploi à partir du 6 mai

Comme convenu précédemment au sein du gouvernement, le Président de la République nommera le député Matias Marttinen ministre de l'Emploi mardi 6 mai 2025.

Parallèlement, le Président relèvera Arto Satonen de ses fonctions de ministre de l'Emploi et de membre du gouvernement. M. Satonen conservera son mandat de député.

https://valtioneuvosto.fi/-/hallituksen-tyoministeri-vaihtuu-?languageId=en_US

Politique étrangère et de sécurité

Etude de EVA

La confiance dans les garanties de sécurité de l'OTAN s'est affaiblie depuis le début du second mandat de Trump

Deux Finlandais sur trois (66 %) ont une attitude positive à l'égard de l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. En six mois, le soutien à l'OTAN a diminué de cinq points.

Plus de la moitié (53 %) estiment désormais que l'adhésion à l'OTAN ne garantit pas que d'autres pays apporteront finalement leur aide à la Finlande en cas de crise réelle. La confiance dans le soutien de l'OTAN a connu une baisse significative (-17 points) par rapport à la précédente enquête menée à l'automne 2023.

Seul un tiers (32 %) estime que les garanties de sécurité de l'OTAN sont si dissuasives que personne n'oserait attaquer un État membre.

Seulement trois Finlandais sur dix (29 %) estiment qu'il serait dans l'intérêt de la Finlande de s'engager dans la coopération la plus étroite possible avec les États-Unis, quel que soit le sujet ; en revanche, une part plus importante (42 %) s'oppose à une telle coopération.

Lire l'étude d'EVA en anglais :

<https://www.eva.fi/en/blog/2025/04/29/alliance-under-scrutiny-confidence-in-natos-security-guarantees-has-weakened-during-trumps-second-term/>

La confiance des Finlandais dans les garanties de sécurité de l'OTAN a nettement diminué

Selon une récente enquête sur les valeurs et les attitudes des Finlandais menée par le think tank du patronat Eva, la confiance des Finlandais dans les garanties de sécurité de l'OTAN a nettement diminué depuis le début du second mandat du président américain Donald Trump. Par rapport à l'automne 2023, la confiance dans l'effet dissuasif des garanties de sécurité a diminué de 21 points. Désormais seul un tiers des personnes interrogées estiment que les garanties de sécurité constituent un moyen de dissuasion si puissant que personne n'oserait attaquer un pays membre.

Selon l'étude, les Finlandais restent positifs quant à l'adhésion de la Finlande à l'OTAN. 66 % des personnes interrogées la soutiennent. Cependant, le soutien à l'OTAN a chuté de cinq points en cinq mois. Il atteint désormais son plus bas niveau depuis mai 2022, moment de dépôt de la demande d'adhésion.

Sami Metelinen, directeur de l'étude d'Eva, estime que ces changements sont dus à la politique actuelle des États-Unis.

« Les Finlandais suivent de très près la politique étrangère. Les déclarations de Donald Trump selon lesquelles les pays de l'OTAN qui ne consacrent pas suffisamment d'argent à leur défense ne seront pas nécessairement défendus ne sont pas passées inaperçues », déclare Metelinen.

Le scepticisme envers les États-Unis s'est également accru. Seuls 13 % des Finlandais estiment que les États-Unis agissent correctement sur la scène internationale et méritent d'être soutenus. Parallèlement, 29 % estiment qu'il est dans l'intérêt de la Finlande de coopérer avec les États-Unis aussi étroitement que possible sur tous les sujets. Cette part a diminué de 21 points depuis l'automne 2023.

« Sous l'ère Trump, le réalisme des Finlandais en matière de politique étrangère s'est renforcé. Bien que les États-Unis soient toujours nécessaires comme garantie de sécurité, les attentes des Finlandais ont évolué : ils souhaitent un partenariat, mais pas à n'importe quel prix », déclare Metelinen.

Les résultats de l'enquête menée par Taloustutkimus pour EVA sont basés sur les réponses de plus de 2 000 personnes. Les réponses ont été recueillies du 12 au 24 mars.

HS

Etude NatoPoll

Editoriaux

La situation internationale met à l'épreuve la doctrine du Président Stubb et les valeurs finlandaises

Commentant les résultats du sondage NATOpoll récemment publiés, l'éditorialiste de Hämeeen Sanomat estime que les Finlandais ont une approche équilibrée de la politique étrangère et de sécurité.

« Le président Alexander Stubb a lancé le concept de "réalisme fondé sur les valeurs", qui est depuis devenu le fondement de la politique étrangère et de sécurité de la Finlande. Dans le sondage NATOpoll, cinq personnes sur sept ont déclaré avoir connaissance de ce concept, mais seulement un peu plus d'un tiers ont pu en expliquer le contenu. La doctrine lancée par le président Stubb a semé la confusion l'année dernière. L'expression sonne bien, mais elle est difficile à comprendre et sujette à des tensions. La démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme, la paix, l'égalité et la non-discrimination sont cités comme des valeurs importantes pour la Finlande. Mais dans les partis de gauche, en particulier, on a critiqué le fait que cette expression ne révèle pas le contenu de la politique étrangère. On ne sait pas clairement quel degré de flexibilité des valeurs est approprié au cas par cas, au nom des intérêts de la Finlande. Et si la flexibilité est possible, en quoi le réalisme fondé sur les valeurs diffère-t-il du réalisme traditionnel en général ? De ce point de vue, le réalisme fondé sur les valeurs s'apparente à une approche pragmatique, voire pratique. On n'est pas loin de l'opportunisme n'est pas loin non plus. »

« Sur de nombreuses questions de politique étrangère et de sécurité chargées de valeurs, les Finlandais équilibrent valeurs et réalisme de telle sorte qu'ils sont plus disposés à faire des compromis sur ces valeurs afin de garantir la sécurité de leur propre pays. Il existe également un sentiment de loyauté et de solidarité. Par exemple, les Finlandais ne sont pas enclins à critiquer les États-Unis, même si ces derniers faisaient pression sur le Danemark pour qu'il cède le Groenland et exigeaient que la Finlande choisisse son camp. Une petite nation comme la Finlande semble, suite aux aléas de l'histoire, avoir adopté la flexibilité inhérente au réalisme fondé sur les valeurs de manière très naturelle. Faut-il l'en blâmer pour des raisons morales ? », se demande l'éditorialiste de Hämeeen Sanomat.

Les Finlandais ont une approche pragmatique sur l'OTAN

Savon Sanomat écrit que, d'après l'enquête NatoPoll, les Finlandais maîtrisent bien la géographie et, de ce fait, adoptent une approche réaliste et pragmatique sur la défense nationale. « Cela se reflète, entre autres, dans le fait que la majorité des Finlandais est favorable au retrait du Traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel. »

« Le résultat de l'enquête, selon lequel la majorité des Finlandais ne croit pas à la capacité des politiciens à gérer un environnement opérationnel multi-crise, donne matière à réflexion. Cependant, à la lumière de l'étude globale, les Finlandais sont en mesure d'établir une distinction simple : ils s'efforcent de mener une diplomatie constructive avec Donald Trump, comme d'autres pays d'Europe occidentale, tout en se préparant aux scénarios les plus pessimistes. »

Point de vue

« Les dirigeants politiques ont-ils désormais la même image de la situation internationale que les citoyens ? »

L'enquête NATOpoll sur la politique étrangère et de sécurité, publiée la semaine dernière, a mis en évidence le très faible niveau de confiance des Finlandais envers leurs propres dirigeants en matière de politique étrangère. Seul un cinquième des personnes interrogées estiment que les dirigeants politiques sont capables de trouver des solutions à long terme. Deux tiers estiment que les dirigeants sont incapables de gérer le contexte actuel de crises multiples au niveau international.

Johanna Vuorelma, chercheuse au Centre d'études européennes de l'Université d'Helsinki et l'une des expertes de cette étude, juge les résultats confus et estime qu'ils nécessitent des recherches qualitatives plus approfondies. Cependant, certaines explications préliminaires peuvent déjà en être tirées.

La plus évidente est peut-être liée à une autre observation issue de la même enquête : la confiance des Finlandais envers les États-Unis, tant en tant qu'allié dans l'OTAN que partenaire bilatéral de sécurité, s'est effondrée depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Dans le même temps, les dirigeants politiques finlandais continuent de parler des États-Unis avec une grande confiance.

« Cela est compréhensible d'un point de vue de politique étrangère, mais cela peut aussi susciter une certaine méfiance quant à la perception que les citoyens ont désormais de la situation », explique Vuorelma.

Selon Vuorelma, cette inquiétude peut être exacerbée par l'expérience douloureuse et les souvenirs de la finlandisation profondément ancrés chez les Finlandais, dont on a constaté qu'ils ont perduré sous une forme ou une autre depuis l'ère soviétique jusqu'au XXI^e siècle. Aujourd'hui, la menace d'une nouvelle finlandisation, dans l'autre direction [vis-à-vis de l'Ouest], plane.

« La finlandisation a été un véritable motif de honte pour l'image que les Finlandais ont de leur Etat. On craint désormais que nous évoluions vers la même relation avec les États-Unis », explique Vuorelma.

Elle admet que la position vis-à-vis des États-Unis est plus difficile qu'auparavant pour les dirigeants finlandais de l'OTAN. La marge de manœuvre diplomatique est souvent limitée, surtout vis-à-vis de l'allié le plus important.

« La situation est très sensible du fait que les dirigeants politiques ne peuvent pas toujours dire la vérité aux citoyens. Cela renforce encore les critiques selon lesquelles, alors que les Finlandais voient ce qui se passe dans le monde, les dirigeants politiques disent quelque chose de complètement différent », explique Vuorelma.

Il n'existe certainement pas de solution miracle pour les dirigeants finlandais.

« Dans ce contexte, on peut voir quelle est la position d'un petit pays sur la scène politique mondiale lorsque l'évolution va dans le sens d'une politique des grandes puissances. Pour un petit pays, se retrouver la cible d'actions extérieures plutôt qu'un acteur actif dans le concert international est souvent une fatalité », déclare Vuorelma.

Selon Vuorelma, le sondage NATOpoll et d'autres études suggèrent que la confiance traditionnellement forte des Finlandais envers leur président n'a pas fléchi. Et ce, malgré le fait que la cote de popularité d'Alexander Stubb soit encore nettement inférieure à aux sommets qu'avait atteint son prédécesseur Sauli Niinistö à la fin de son mandat.

En revanche, la confiance dans l'autre partie de la direction bicéphale de la politique étrangère et de sécurité, à savoir le gouvernement, a été exceptionnellement faible pendant le mandat du gouvernement actuel, par exemple, selon les études réalisées par le gouvernement.

« Mon analyse est que la méfiance générale envers ce gouvernement s'applique également aux questions de politique étrangère et de sécurité », déclare Vuorelma.

Une interprétation plus clémente, du point de vue du gouvernement et des autres dirigeants, pourrait être que la situation politique internationale actuelle est si complexe qu'il est difficile pour les Finlandais d'imaginer que même leurs dirigeants puissent trouver des solutions claires. Selon Vuorelma, une telle interprétation est tout à fait possible.

« Mais si nous avons une confiance solide dans le gouvernement actuel, je pense que cette confiance serait également plus grande sur toutes les questions politiques. Franchement, il serait assez surprenant que la méfiance générale ne se reflète pas également dans la politique étrangère et de sécurité », poursuit-elle.

Selon Vuorelma, des recherches antérieures ont montré que les citoyens sont prêts à comprendre la situation difficile des dirigeants face à une situation nouvelle et imprévue. Ce fut le cas, par exemple, lors de la pandémie.

Vuorelma estime que l'attaque de la Russie contre l'Ukraine au printemps 2022 était une situation similaire.

« Cependant, nous avons désormais dépassé la phase de crise aiguë, ce qui pourrait signifier que l'évaluation [par les Finlandais] commence à être plus critique. Nous avons eu le temps de nous adapter à cette nouvelle situation et de réfléchir aux politiques à adopter », analyse Vuorelma.

Le tableau pessimiste de la confiance envers les dirigeants, tel qu'il ressort du sondage de NatoPoll, n'est que partiellement corroboré par d'autres enquêtes. Par exemple, la dernière enquête annuelle du Conseil finlandais de planification de l'information en matière de défense (MTS) a révélé que si la confiance dans la gestion de la politique étrangère s'est nettement affaiblie par rapport à l'année précédente, plus des deux tiers des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête MTS estiment toutefois que la politique étrangère de la Finlande était bien gérée, et jusqu'à quatre cinquièmes en ce qui concerne la politique de défense.

Dans les sondages d'opinion, la formulation de la question peut toujours avoir une incidence sur le résultat final. Dans le sondage de NatoPoll, les personnes interrogées devaient se prononcer sur une affirmation formulée négativement, selon laquelle « les dirigeants politiques sont incapables de trouver des solutions à long terme ou de gérer l'environnement opérationnel ».

Selon Vuorelma, il pourrait être judicieux lors de la prochaine enquête de modifier les questions sur ce sujet pour qu'elles soient positives, ou à la fois positives et négatives, puis d'évaluer si cela a un effet sur les réponses.

HS AL

Mines antipersonnel

Critiques virulentes à l'encontre de la Finlande

La décision de la Finlande et de quatre autres pays de l'OTAN de se retirer du Traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel est vivement critiquée par la lauréate du prix Nobel de la paix, Jody Williams.

« J'ai envie de crier. C'est vraiment absurde. Les mines antipersonnel n'empêchent pas une invasion. Elles n'influencent pas l'issue de la guerre. Elles ne font que mutiler ou tuer ses propres citoyens. C'est tellement stupide », a déclaré Williams au journal britannique The Guardian.

La Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel (ICBL), fondée par l'Américaine Jody Williams, a œuvré pendant des années à l'élaboration du traité, qui a abouti en 1997 à l'un des traités internationaux les plus largement adoptés au monde.

Williams et l'ICBL ont reçu le prix Nobel de la paix pour leurs efforts la même année, et plus de 160 pays sont actuellement parties au Traité d'Ottawa. La Finlande est officiellement partie au traité depuis 2012.

Williams estime que la possibilité même de se retirer du traité, inscrite dans son texte, est illogique. « Elle ne devrait pas exister. Si l'on comprend la logique [de l'interdiction des mines antipersonnel], on ne devrait pas décider plus tard de s'en retirer, de semer le chaos et de tuer son propre peuple », affirme Williams.

Malgré ses critiques, Williams affirme également comprendre le retrait de pays. Elle estime que cette crainte est logique. « Dans un monde idéal, ériger un mur de mines antipersonnel pourrait être judicieux, mais ce n'est pas le cas. Cela n'empêche pas des soldats déterminés d'avancer. Et par la suite, cela ne fait que créer un désordre qui menace votre propre population ».

The Guardian souligne que la grande majorité, environ 70 à 85 %, des victimes de mines terrestres sont des civils. Près de 40 % des victimes de mines terrestres sont des enfants. Williams n'est pas le seul à critiquer la décision de la Finlande et d'autres pays de l'OTAN. Espen Barth Eide, ministre des Affaires étrangères de la Norvège, pays membre de l'OTAN, a également déclaré à Reuters que la décision finlandaise était regrettable. « Si nous commençons à affaiblir notre engagement, il sera plus facile pour les factions belligérantes d'utiliser à nouveau ces armes dans le monde, car cela réduira la stigmatisation », a déclaré M. Eide.

IL

Analyse

Un étrange secret entoure la décision finlandaise de se retirer du Traité d'Ottawa

La Finlande n'a pas encore réussi à déterminer si les mines antipersonnel relevaient de la politique étrangère ou de la politique de défense, juge le journaliste Jarmo Huhtanen ;

Le Traité d'Ottawa sur l'interdiction des mines a constitué une avancée majeure en matière de désarmement international. Les mines antipersonnel sont des armes abjectes et détestées. La raison en est qu'elles blessent et tuent également des civils.

C'est pourquoi, au cours des dernières décennies, les mines antipersonnel sont progressivement passées du statut d'armes conventionnelles, c'est-à-dire d'enjeu de politique de défense, à celui d'enjeu humanitaire et de politique étrangère.

En décembre 2011, la présidente de la République, Tarja Halonen, a décidé que la Finlande adhérerait au Traité d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel. Cette adhésion était motivée par des raisons de politique étrangère, et en particulier par la crédibilité de la politique étrangère finlandaise. Elle s'appuyait sur plus d'une décennie de réflexion approfondie sur l'importance des mines pour la défense finlandaise.

Cependant, le 1^{er} avril 2025, le gouvernement finlandais a annoncé qu'il entamerait les préparatifs de son retrait du Traité d'Ottawa.

Avec cette décision, les mines antipersonnel bannies parce que détruisant des civils semblent redevenir en Finlande des mines antipersonnel nécessaires parce que capables de détruire efficacement les soldats ennemis. Les mines antipersonnel sont ainsi passées de la politique étrangère à la politique de défense.

Se retirer du Traité d'Ottawa est une décision importante, car ce traité a été une démonstration exceptionnellement réussie de désarmement. La majorité des pays du monde, 164 États, y ont adhéré. L'UE, principal groupe de référence de la Finlande, et tous les pays de l'OTAN y sont, à l'exception des États-Unis. Ces derniers ne fabriquent plus de mines antipersonnel.

Avec le Traité d'Ottawa, 94 pays ont déjà détruit leurs mines antipersonnel, soit plus de 55 millions de mines au total. Il s'agit d'un progrès considérable qui ne saurait être sous-estimé.

L'Observatoire des Mines 2024, qui suit la mise en œuvre du Traité d'Ottawa, indique que des mines antipersonnel sont toujours en cours de développement ou de fabrication dans six pays : l'Inde, l'Iran, le Myanmar, le Pakistan, la Corée du Sud et la Russie.

Ce groupe constitue donc le futur groupe de référence pour la Finlande suite à son retrait du Traité d'Ottawa. Les pays baltes et la Pologne, qui se sont déclarés disposés à se retirer du traité, rejoindront également ce groupe de pays.

Selon l'Observatoire des Mines, seuls quatre pays sont connus pour utiliser activement des mines antipersonnel : la Russie, la Birmanie, l'Iran et la Corée du Nord. Parmi ces quatre pays, seuls la Russie et la Birmanie en ont utilisé au combat récemment.

La Russie est connue pour avoir utilisé des mines antipersonnel en Ukraine. On peut affirmer à juste titre que l'action de la Russie a commencé à éroder de manière inquiétante le succès du désarmement.

L'Ukraine, pourtant attachée à ce traité, a fait preuve de prudence dans son utilisation des mines antipersonnel, alors même qu'elle mène ce que l'on a qualifié de lutte existentielle pour son existence contre la Russie.

L'Ukraine aurait utilisé des mines antipersonnel à Izioum en 2022. De plus, fin 2020, on a annoncé que les États-Unis fourniraient à l'Ukraine des mines antipersonnel équipées de dispositifs d'autodestruction.

Cependant, l'Ukraine possède près de 3,4 millions de mines antipersonnel dans ses stocks, qu'elle n'a pas eu le temps de détruire avant le lancement d'une offensive majeure de la Russie en février 2022.

En Finlande, la position de l'état-major a changé.

L'adhésion au Traité d'Ottawa avait été étudiée par un groupe de travail mis en place par le ministère de la Défense. Dans son rapport intermédiaire de 2003, ce groupe a indiqué que, selon des études menées par les Forces armées, dans les conditions du territoire finlandais, la vitesse de progression de l'ennemi est multipliée par deux ou trois au niveau opérationnel si l'on ne dispose pas de mines antipersonnel pour se défendre. Au niveau stratégique, le rôle des mines pour gagner du temps est encore plus important.

Selon le rapport, des études internationales ont également montré que l'abandon des mines antipersonnel augmente les pertes, car le terrain ne peut plus être exploité aussi efficacement. De plus, les opérations de guérilla derrière les lignes ennemies deviennent plus difficiles.

Cependant, le rapport indique que « selon les études de l'état-major, on peut remplacer l'efficacité des mines antipersonnel ».

La volonté de se retirer de l'accord d'Ottawa indique que la position de l'état-major de l'armée finlandaise a donc changé. De nouveaux motifs ont été trouvés pour l'utilisation des mines antipersonnel. Où est donc passée la position antérieure sur la possibilité de remplacer les mines ? Et, surtout, sur quelle base a-t-on changé de position ?

Le gouvernement fonde son projet de retrait du Traité d'Ottawa, sur un nouveau rapport des Forces armées sur les besoins militaires en mines antipersonnel et sur une nouvelle analyse de la politique de défense du ministère de la Défense. Cependant, il a été décidé de garder ces deux documents totalement secrets.

Le retrait d'un accord international important est donc justifié par des rapports déclarés secrets. Cela serait normal chez notre voisin oriental, en Russie, mais dans la Finlande si ouverte et transparente, c'est étrange.

La décision de l'administration de la Défense de garder ces rapports secrets laisse un arrière-goût de suspicion inutile. Le mémorandum public de cinq pages rédigé sur la base de ces rapports ne fait rien pour atténuer ce goût. D'autant plus que la Finlande semble vouloir continuer à se présenter comme un pays dont la politique est de poursuivre de manière crédible la promotion du désarmement.

La production de mines antipersonnel est par ailleurs un autre sujet intéressant. Le Traité d'Ottawa a été si efficace qu'il n'existe plus de lignes de production de mines antipersonnel dans les pays occidentaux, même si, en Inde, par exemple, une entreprise publique a lancé une production à grande échelle de mines antipersonnel.

On trouvera certainement un fabricant de mines en Finlande, mais il risque de perdre sa réputation. De plus, le marché est limité.

Les mines antipersonnel sont peu utilisées en temps de paix, ce qui signifie qu'il n'existe pas de marché permanent pour elles. Elles constituent pratiquement un achat unique. Une fois acquises, les mines restent opérationnelles jusqu'à 50 ans.

HS

Sécurité maritime

Un navire de la flotte fantôme a engendré un risque d'incident

Un navire-citerne a engendré un risque d'incident dans les eaux internationales dans le Golfe de Finlande, la semaine dernière. Le pétrolier s'était dirigé vers un haut-fond jusqu'à ce que l'instance de circulation du transport maritime l'alerte.

Un risque de dégâts environnementaux graves était présent.

HS/A9

Loi sur les frontières

Tribune

La loi sur les frontières menace la politique de sécurité de la Finlande

Helsingin Sanomat publie une tribune signée par Liisa Jaakonsaari, Ulla-Maija Rajakangas et Thomas Wallgren, anciens élus (députée et ministre et conseillers municipaux) du PSD, qui mettent en cause la compatibilité la loi d'exception sur les frontières avec les obligations juridiques de la Finlande. Il s'agit d'une loi temporaire qui permet de retenir temporairement des demandeurs d'asile à la frontière finlandaise et de les renvoyer sans droit de recours. La loi est valable jusqu'en juillet 2025.

Les auteurs estiment que le projet du gouvernement de prolonger la validité de cette loi est en contradiction avec certaines règles de la Constitution et plusieurs traités concernant les droits de l'homme.

Les auteurs estiment que, dans le contexte actuel de la politique internationale, il est d'une importance primordiale du point de vue de la sécurité de la Finlande de veiller au respect de l'ordre mondial basé sur les règles, comme l'a souligné le Président de la République.

L'importance de l'Union européenne pour la sécurité de la Finlande a augmenté cet hiver. L'unité de l'UE constitue un fondement de plus en plus important pour la sécurité de la Finlande. En adoptant cette loi d'exception dite « loi de renvoi des migrants », la Finlande viole ses obligations européennes et affaiblit la cohésion de l'UE.

Les auteurs rappellent que selon la Commission européenne, l'interdiction de refoulement vaut dans toutes les circonstances, y compris celles que la Finlande utilise comme argument pour pouvoir déroger à ce principe.

HS/B9

Social

Le patronat des communes a dénoncé l'accord salarial du secteur

Le patronat des communes et des régions de santé KT a dénoncé l'accord salarial du secteur des communes et des régions. L'accord a été conclu en 2022 pour la période entre 2023 et 2027 et concernait environ 300 000 employés, notamment les enseignants, les médecins, les chauffeurs de bus et les employés des crèches et des bibliothèques.

L'accord prévoyait une augmentation supplémentaire de 0,8 point en 2026 et de 1,2 point en 2027, en plus des hausses prévues par la convention salariale. L'objectif était pour ces professions largement féminines de rattraper les salaires des secteurs masculins.

Selon la directrice de KT, Henrika Nybondas-Kangas, il est important de « prendre en compte la situation économique difficile des communes et des régions de santé dans l'accord qui sera conclu pour 2026 et 2027 ».

En effet, cet accord salarial a beaucoup augmenté les dépenses des régions de santé. Le Premier ministre Petteri Orpo (Coalition nationale) a estimé que les hausses salariales prévues dans l'accord étaient trop élevées.

La directrice du syndicat des enseignants OAJ, Katarina Murto, a dit que « le droit des employés du secteur public à l'évolution juste des salaires, qui correspond à l'exigence du travail et fait avancer l'égalité salariale, ne disparaît pas dans une situation économique difficile ».

Selon Murto, les négociations sont en cours pour un nouvel accord salarial dans le cadre des négociations pour une nouvelle convention collective du secteur.

La directrice du syndicat du secteur de santé Tehy, Millariikka Rytönen, a dit que le syndicat est prêt à répondre par des mouvements sociaux si un accord « satisfaisant » n'est pas trouvé lors les négociations.

HS

Aucun accord n'a été trouvé dans le conflit de travail dans le secteur de l'État

Le médiateur national du travail a annoncé que, dans les négociations de lundi, aucun accord n'a été trouvé dans le conflit de travail du secteur de l'État.

Selon le médiateur national du travail, les syndicats Juko, Pro et JHL, qui représentent les employés de l'État, ont rejeté la proposition du médiateur. Le patronat VTML aurait accepté la proposition.

Le conflit concerne notamment les augmentations salariales. Les employés de l'État demandent la même augmentation salariale que le secteur de l'industrie, qui a obtenu une hausse salariale de 7,8 % sur trois ans. Les représentants des employeurs de l'Etat considèrent cette augmentation comme trop élevée.

Les syndicats ont auparavant donné un préavis de grève pour les 8 et 9 mai. La grève concerne notamment les douanes, une partie des policiers et les centres d'alerte. VTML a annoncé avoir demandé au comité en matière de conflit dans le secteur public d'examiner la grève.

Il s'agit d'une démarche exceptionnelle : la dernière fois que ce comité s'est réuni, c'était il y a 20 ans. Cette demande va reporter la grève de deux semaines au moins.

Les négociations du secteur continuent aujourd'hui.

Kaleva

Finnair met à pied des pilotes

Helsingin Sanomat relève que la compagnie aérienne Finnair mettra en place du chômage technique concernant 36 de ses pilotes à partir de septembre prochain et au moins jusqu'à mai 2026.

Finnair annonce qu'en raison des grèves, elle n'a pas été en mesure d'assurer tous ses vols en Australie et que de ce fait, le travail des pilotes a diminué.

L'Union des pilotes indique sur son site que les vols en Australie sont exclus des mesures du mouvement social.

HS/A27

Retraites

Les jeunes de moins de 30 ans épargnent plus en vue de leur retraite qu'avant

Les jeunes de moins de 30 ans épargnent plus pour leur retraite qu'avant, selon une étude de l'Institut central d'assurance retraite ETK.

Selon l'étude, le nombre de personnes de moins de 30 ans qui disent avoir déjà économisé en vue de leur retraite a presque doublé au cours des dix dernières années.

En effet, 45 % des personnes interrogées, qui ont moins de 30 ans, ont répondu qu'elles épargnent pour leur retraite, contre seulement un quart en 2014.

Dans la dernière étude, plus de la moitié des personnes interrogées, qui ont entre 25 et 67 ans, ont déclaré épargner pour leur retraite, contre environ 40 % en 2014.

Seulement un cinquième des personnes interrogées considèrent que leur pension de retraite leur garantira un revenu raisonnable dans l'avenir.

Selon l'économiste d'ETK, Sanna Tenhunen, deux personnes interrogées sur trois ont répondu qu'elles épargnent pour les dépenses de la vie quotidienne. Tenhunen estime que l'étude reflète le manque de confiance des jeunes dans le système de retraite.

HS